

# Fonction publique : le débat enfle au sein du gouvernement

22 MAI 2017, PAR PIERRE LABERRONDO

Alors que le rattachement du portefeuille de la fonction publique à Bercy fait polémique depuis la formation du gouvernement, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, ancienne titulaire du poste, a conseillé au Président de mettre en débat la suppression de 120 000 postes promise pendant sa campagne.

Tensions sur la ligne au sein de la gauche gouvernementale ? La ministre PRG des Outre-mer, Annick Girardin, a émis publiquement des réserves, le 20 mai, **sur la stratégie du Président Emmanuel Macron en matière de fonction publique**, portefeuille qu'elle dirigeait durant la dernière année du quinquennat de François Hollande.

*“Est-ce que vous pensez qu'il faut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires comme l'a dit Emmanuel Macron pendant sa campagne ?”* l'a interrogée un journaliste de France Info. *“Vous savez bien que non, lui a rétorqué sans barguigner la ministre Girardin, la seule de l'équipe Hollande avec Jean-Yves Le Drian à avoir été repêchée par le nouveau Président. Je l'ai dit à Emmanuel Macron candidat : on ne parle pas en termes de nombre et de chiffres. On parle sur demain, quels sont les services publics dont on a besoin. (...) Je dis au président de la République ici, comme je le dirais avec lui, qu'on pourra en débattre : il faut des assises du service public. (...) Je suis contre le fait que l'on annonce d'emblée un nombre, un chiffre, de suppression (de postes) de fonctionnaires”*, a poursuivi l'élue de Saint-Pierre-et-Miquelon, qui ne souhaitait pas entrer, dans un premier temps, au sein du gouvernement d'Édouard Philippe, avant que le Président Macron n'insiste.

## Un ministère qui fait polémique

Cette polémique sur les objectifs survient alors que la formation du gouvernement le 17 mai et **la nomination d'une personnalité issue de la droite, Gérard Darmanin**, à la tête d'un ministère de l'Action et des Comptes publics (avec dans son escarcelle le budget, la fonction publique et la réforme de l'État) **a beaucoup crispé le petit monde de la fonction publique**.

Si l'arrimage à Bercy n'est pas inédit – Nicolas Sarkozy avait nommé en mai 2007 Éric Woerth ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique –, la disparition du libellé “Fonction publique” des intitulés ministériels a en

revanche constitué une première et une petite transgression supplémentaire, que les syndicats et l'ancienne ministre Marylise Lebranchu n'ont pas manqué de dénoncer, n'y voyant que la démonstration d'une vision comptable

À ce propos, Annick Girardin a plutôt relativisé la situation : *“Un ministère dédié aux fonctionnaires était une chose dont je souhaitais la réalisation. En même temps, j'ai toujours pensé que le ministère de la Fonction publique, seul, ne pesait pas assez dans les arbitrages et qu'il fallait aussi faire la réforme de l'État.”*

Mais la ministre Girardin a poussé l'argumentation un peu plus loin, en procédant à une quasi-annonce. *“En même temps, il reste encore des secrétaires d'État à nommer. Je crois qu'on a ce gouvernement qui va passer la période des législatives et qui sera renforcé par un certain nombre de secrétaires d'État. Et c'est là où, pour moi, c'est intéressant. Comment je peux, au sein de ce gouvernement, dire quels sont pour moi les manques, quelles sont pour moi les orientations sur lesquelles on peut débattre.”* Un sujet sensible alors que le Président Macron a jusqu'ici globalement tenu sa promesse d'un gouvernement resserré, une idée plutôt populaire dans l'opinion...

### Test pour la communication gouvernementale

Annick Girardin ne l'a pas dit, mais elle avait peut-être en tête l'expérience du quinquennat Sarkozy qui avait vu, dès les législatives **de juin 2007, la nomination d'un secrétaire d'État spécifiquement dédié à la Fonction publique** et placé auprès d'Éric Woerth, afin notamment de porter l'agenda social.

Au fil de ce quinquennat 2007–2012, le positionnement de ce portefeuille a évolué avec un rattachement bref au ministère du Travail en 2010, puis à nouveau à Bercy en 2010–2011, avant de redevenir un ministère de plein exercice la dernière année. Sous ce même quinquennat, près de 150 000 postes avaient été supprimés dans la fonction publique de l'État. Emmanuel Macron propose, lui, d'en supprimer 50 000 à l'État et 70 000 dans les collectivités, sur lesquelles le gouvernement a peu de prise en la matière.

Sur la forme, la liberté de ton de la ministre Girardin – à propos d'un domaine de compétence qui n'est plus le sien – constitue un premier test pour le gouvernement. Adeptes d'une communication verrouillée, le Président Macron ne cesse de marteler qu'il souhaite plus de débat politique dans l'enceinte du gouvernement, à condition que le message reste uniforme à l'extérieur. *“Il y a une volonté d'organiser la communication, de ne pas nourrir un bavardage permanent”*, a plaidé le 21 mai le Premier ministre, Édouard Philippe, dans *Le Journal du dimanche*. *Dans la phase préparatoire d'un projet, personne n'a vocation à exposer sur la place publique des positions qui ne sont pas arbitrées.”*

**Le rattachement à Bercy, une erreur selon Philippe Laurent (CSFPT)**  
La suppression du ministère de la Fonction publique *“est une erreur”* qu'il faut *“corriger”*, a estimé, le 19 mai, le président du Conseil supérieur de la

fonction publique territoriale (CSFPT), Philippe Laurent, maire divers droite de Sceaux (Hauts-de-Seine). *“C’est, sinon une faute, au moins une erreur. Rattacher la fonction publique aux comptes publics, ça veut dire que l’on considère les 5,4 millions de fonctionnaires comme une dépense. Il faut corriger cela, ça peut être corrigé”*, a déclaré à l’AFP Philippe Laurent, également secrétaire général de l’Association des maires de France (AMF). *“Ça aurait été faire preuve d’un vrai réformisme que de la rattacher au ministère du Travail parce qu’on a, dans la fonction publique, de vrais sujets en matière de dialogue social, de management, d’organisation, qui sont au moins aussi importants que les questions du statut”*, a-t-il ajouté. Philippe Laurent estime à cet égard que Gérard Darmanin, ministre de l’Action et des Comptes publics, qui pilotera à la fois les comptes publics (budget) et sociaux (comptes de la Sécu), ainsi que la fonction publique et la réforme de l’État, *“ne pourra pas”* être *“l’interlocuteur politique”* dont ont besoin les fonctionnaires, en raison de l’étendue de ses prérogatives. *“Cher Philippe Laurent, je suis toujours disponible pour la fonction publique. Rendez-vous au Ministère en début de semaine ?”* a répondu vendredi 19 mai le ministre Darmanin sur Twitter. Le ministre recevra par ailleurs successivement les 9 organisations syndicales de la fonction publique dès mardi 23 mai, a-t-on appris lundi de sources concordantes. *“Le ministre les recevra dès demain, jour où le président de la République reçoit les organisations syndicales au niveau national, et ce jusqu’au mardi suivant probablement, à l’hôtel de Cassini [près de Matignon, ndlr], l’ancien ministère de la Fonction publique”*, ont précisé à l’AFP les services de Gérard Darmanin. C’est la CGT, premier syndicat représentatif chez les fonctionnaires, qui ouvrira la série de rencontres bilatérales dès 9 heures, selon son porte-parole, Jean-Marc Canon. Suivront la CFDT (deuxième) à 11 heures, puis FO (troisième) à 14 heures, avant la FSU (cinquième, mais premier chez les enseignants) à 15 h 30, a-t-on appris auprès de leurs représentants respectifs.